Danièle Olivier

L'eau, enjeu vital : ressources et tensions

D'après la conférence de Marie-Hélène Aubert, inspectrice générale honoraire de l'administration de l'environnement et du développement durable. Ancienne parlementaire, elle a été vice-présidente de l'Assemblée nationale de 2001 à 2002, députée européenne de 2004 à 2009, puis conseillère auprès du président de la République de 2012 à 2016, chargée des négociations internationales sur l'environnement et le climat.

1 Introduction

1.1. Le cycle naturel de l'eau et les usages

L'eau est un enjeu absolument vital au sens propre du terme, c'est-à-dire que, sans eau, il n'y a pas de vie : il n'y a pas d'êtres vivants, il n'y a pas d'êtres humains et il n'y a aucune activité humaine possible. Cela semble être une évidence, mais dans le monde dans lequel nous vivons, ou en tout cas dans les pays développés, nous avons l'impression que tourner le robinet et avoir l'eau courante est quelque chose de tout à fait naturel, alors que c'est totalement faux.

En amont, il y a en fait toute une infrastructure, tout un travail qui est fait, où la chimie entre en ligne de compte pour vous fournir de l'eau, *a fortiori* potable, et pour assainir les eaux usées qui sont rejetées dans les canalisations à cet

effet. Ce grand cycle de l'eau est décrit sur la ***figure 1*** :

Il concerne tout le cheminement, toujours mouvant, entre l'océan, l'atmosphère et le continent. Prenons les exemples récents des pluies torrentielles qui se sont produites dans la région Rhône-Alpes, en Ardèche, et en Espagne. Il n'y a pas eu plus de pluie : c'est en fait l'élévation de la température des océans qui a produit plus d'eau dans l'atmosphère, ce qui se traduit ensuite en précipitations torrentielles sur le continent.

Les ressources en eau sont une ressource globale finie : c'est un flux, un stock, qui se renouvelle en permanence et qui passe de l'état solide à l'état liquide, puis à l'état gazeux sous forme de vapeur d'eau. Il faut bien comprendre que ces ressources sont finies et que leur importance est vitale pour nous. Nous sommes nous-mêmes constitués d'eau : un être humain adulte est constitué de 65 à 70 % d'eau. L'eau salée est aussi importante puisque la vie vient en grande partie de l'océan. Il ne faut jamais oublier que tous les mésusages qu'on peut faire de l'eau, toutes les atteintes que l'on peut porter à l'eau nous atteignent dans notre existence même.

1.2. Le petit cycle de l'eau

Ce dont on ne parle peut-être pas assez, c'est du **petit cycle de l'eau** à partir de la station de pompage. On pompe de l'eau dans les nappes souterraines et dans les rivières, puis on la traite pour la rendre potable et elle est acheminée par des canalisations à tous ceux qui

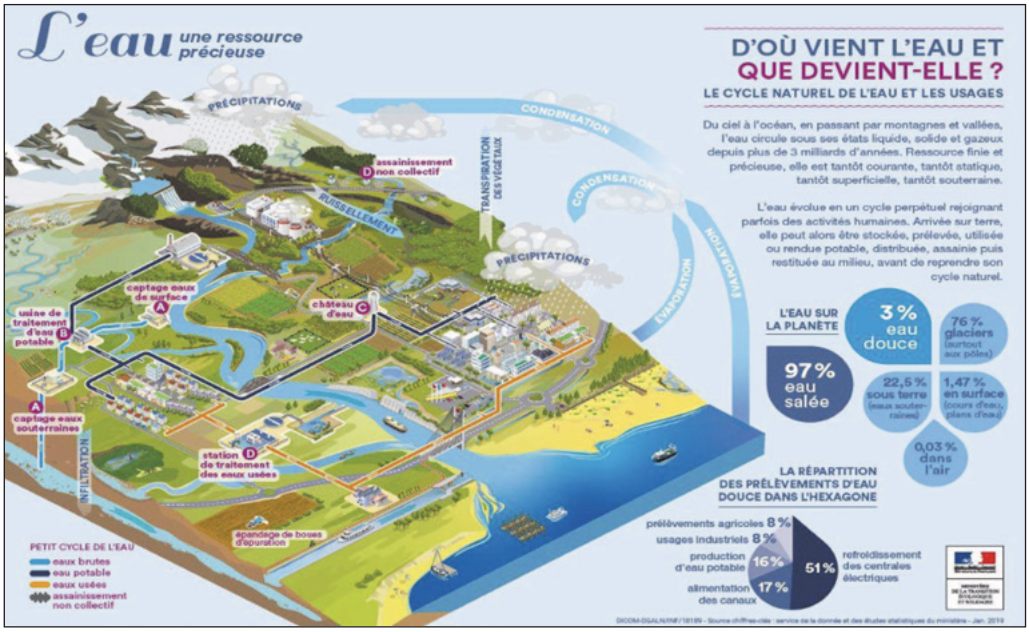

Figure 1

Description du grand cycle de l'eau.

en ont besoin. Ensuite, les eaux dites « usées » sont rejetées aussi dans des infrastructures et aboutissent à une station d'épuration des eaux usées. (Voir le chapitre de Laurent Moulin pour Eau de Paris dans cet ouvrage.)

Il est très intéressant et riche d'enseignements de visiter les stations d'épuration et de traitement qui desservent nos territoires ou nos communes.

Ensuite, après la station d'épuration, le flux retourne dans le milieu naturel plus ou moins bien épuré et toutes sortes de questions se posent à ce niveau.

1.3. Impact du changement climatique

Aujourd'hui, avec l'impact très lourd du changement climatique, le grand cycle de l'eau se modifie. Il est beaucoup plus aléatoire, les précipitations sont plus intenses là où elles tombaient déjà, les sécheresses sont encore plus longues et durent là où elles se produisaient déjà. Tout cela induit des bouleversements importants et incite forcément les décideurs, les industriels, les administrations, et tous ceux qui sont chargés de l'urbanisme, de l'aménagement du territoire et de l'habitat, à réfléchir autrement par rapport à cette nouvelle donne.

2 La géopolitique de l'eau

2.1. Politiques européenne et française

J'ajoute, pour compléter la ***figure 1***, qu'en France, la politique de l'eau est gérée dans le cadre de la directive-cadre européenne sur l'eau[1]. Tous les pays de l'Union européenne sont inscrits pour leur politique nationale de l'eau dans cette directive sur l'eau. C'est une politique européenne très forte et qui implique des schémas de planification dans notre pays qu'on appelle les « schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux ». La directive européenne implique, impose qu'on atteigne le bon état écologique des eaux en 2027.

En France, ce sont les agences de l'eau qui gèrent l'eau à l'échelle des grands bassins hydrographiques[2] qui dépassent très largement les frontières des Conseils régionaux et des Départements. C'est leur spécificité qui donne une cohérence à cette politique. Vous pouvez aller sur les sites Internet des 6 agences de l'eau françaises : vous y trouverez non seulement un large panel d'informations sur l'eau dans votre région, mais aussi beaucoup de choses qui concernent la recherche, la science et les actions que mènent tous les acteurs concernés, pour une politique de l'eau ambitieuse, efficace et protectrice.

1. Directive-cadre européenne : actes législatifs qui fixent des objectifs aux états membres de l'Union européenne.
2. Bassin hydrographique : zone dans laquelle les eaux de ruissellement convergent à travers un réseau de rivières, de fleuves et de lacs, vers la mer où elle se déverse.

2.2. Objectifs de développement durable à l'échelle internationale

Examinons le schéma de la ***figure 2*** qui résume les Objectifs de développement durable de l'ONU. En 2015, avant la conférence sur le climat, a eu lieu une autre discussion au niveau international que j'ai suivie personnellement dans mes fonctions de l'époque, qui concerne les Objectifs de développement durable. C'est un ensemble de cibles et d'objectifs que la communauté internationale se donne pour atteindre un mode de développement qui combine à la fois les aspects économiques, sociaux et écologiques. Pour ce faire, la grande innovation, et c'est le sens de cette roue, c'est que les objectifs sont tous interconnectés, c'est-à-dire qu'on ne peut pas traiter un sujet sans s'intéresser à l'autre :

L'objectif de l'eau propre est le numéro 6. Dans cet objectif eau, un certain nombre de cibles concernent notamment l'accès de la population à une eau potable et l'accès à l'assainissement, mais pas seulement. Il y a d'autres aspects qui concernent le grand cycle de l'eau, à savoir la qualité de l'eau, mais aussi la préservation des écosystèmes aquatiques : les zones humides, les deltas, etc., qui concourent,

Figure 2

Objectifs de développement durable de l'ONU.

aussi bien sur le plan quantitatif que sur le plan qualitatif, à la disponibilité de l'eau et à sa qualité.

L'autre spécificité de cette grande convention internationale est qu'elle s'est dotée d'indicateurs de suivi pour chaque pays et que cette politique ne s'adresse pas qu'aux pays dits « en développement » : elle s'adresse à tout le monde. Tous les pays membres des Nations unies, c'est-à-dire la quasi-totalité, sont tenus de présenter leur progression par rapport à ces objectifs. Là aussi, je vous invite à consulter le site de la France www.agenda2030.fr. Vous y verrez tous les détails des indicateurs de suivi par rapport à ce que fait la France, où en est la France par rapport aux Objectifs de développement durable concernant l'eau.

2.3. Situation de la France

Globalement, en France, tout ne va pas si mal. Il y a quand même de gros soucis, notamment dans les outre-mer et les États insulaires. Par exemple, vous avez sûrement entendu parler de la crise de l'eau à Mayotte qui a été extrêmement dure et qui perdure. Malheureusement, ce n'est pas parce qu'une crise disparaît de l'actualité médiatique qu'elle n'existe plus. Il y a aussi de gros problèmes en Guadeloupe, en Martinique, un peu partout. La question insulaire est très prégnante.

Une autre problématique émerge aussi fortement dans notre pays. C'est celle des zones à risque, les zones inondables. Elles ont été, hélas, beaucoup trop urbanisées depuis plusieurs décennies, avec les conséquences que l'on voit en cas d'événements climatiques dits « extrêmes », mais qui, malheureusement, risquent de se reproduire beaucoup plus souvent qu'on ne le pensait. Dans ces zones à risque, la France s'est dotée de plans de prévention des inondations, de plans de prévention des risques. Ils sont mis en œuvre, mais avec une certaine difficulté parce que ce n'est pas toujours évident, aussi bien pour les décideurs et les élus locaux que pour les particuliers, d'accepter un certain nombre de règles par rapport à ce qu'on peut faire dans telle zone, avec telle eau. Cela suppose beaucoup d'échanges, de dialogues, expliquant pourquoi il ne faut pas construire dans telle zone ou pourquoi dans telle autre il faut désimperméabiliser les sols, laisser s'écouler les eaux pluviales de façon plus efficace, plus rapide, etc. Je vous invite à consulter ce site (www.agenda2030.fr) pour avoir une idée plus précise parce qu'il y a aussi des indicateurs qui concernent la présence de micropolluants, par exemple. (Voir aussi l'article de Cécile Miège dans cet ouvrage.)

2.4. Avancées des pays des Nations unies

Tous les ans, en juillet, aux Nations unies, les pays présentent leurs avancées par rapport à ces 17 Objectifs de développement durable. Notons-le, parce qu'on le signale peu alors qu'on parle

beaucoup du climat, à juste titre, mais que la question climatique ne se résoudra pas non plus sectoriellement. Ce n'est pas qu'une question d'énergie propre[3], ce n'est pas qu'une question de bas-carbone[4]. Tout est lié : les territoires, l'urbanisme, nos modes de production, nos modes de consommation, la façon dont nous gérons et utilisons l'eau. Tout cela est lié, y compris les enjeux de paix.

On sait qu'une grande partie de l'humanité n'a, malheureusement, toujours pas accès ni à une eau potable, ni à des structures d'assainissement des eaux usées. Aujourd'hui encore, des milliers d'enfants meurent chaque jour de maladies liées à de l'eau impropre à la consommation. Les maladies de ce type perdurent, hélas, et concernent encore énormément de régions du monde. On est donc très loin d'avoir atteint justement les objectifs cibles de l'ODD6.

3 L'eau comme enjeu de paix

Ces infrastructures dont nous parlons, les barrages, les tuyauteries, les canalisations, tous les systèmes d'adduction d'eau[5], sont en fait d'une grande vulnérabilité. Je vais faire un focus sur quelque chose dont on parle peu : c'est la façon dont l'eau ou les dommages que peut causer l'eau sont utilisés dans les conflits armés.

3.1. Vulnérabilité des systèmes

Malheureusement, de plus en plus, les belligérants, comme on le voit en Ukraine ou au Proche-Orient, frappent les infrastructures d'acheminement de l'eau pour mettre en péril les populations civiles, empêcher le belligérant adverse de progresser, le noyer sous des trombes d'eau ou l'assécher. Ce n'est pas nouveau : depuis que la guerre existe, et, hélas, elle existe toujours, les belligérants utilisent l'eau comme une arme. Tous nos beaux systèmes où nos pays ont fait énormément de progrès sont d'une grande vulnérabilité en cas d'agression ou de guerre, les guerres étant évidemment un désastre humain, social et écologique absolu mettant en péril tous les efforts que nous pouvons faire par ailleurs pour atteindre les objectifs dont j'ai parlé précédemment.

La guerre détruit les infrastructures, que ce soient les adductions d'eau potable, les stations d'épuration, les barrages et les digues ou les pollutions volontaires des eaux, les attaques sur les infrastructures électriques et informatiques. Les systèmes d'adduction d'eau ou de traitement des eaux sont, en effet, informatisés. Ces systèmes étaient très vulnérables car on a pris conscience qu'avec quelques manipulations on pouvait bloquer complètement des systèmes d'adduction d'eau ou d'assainissement.

3. Énergie propre : énergie sans émissions de gaz à effet de serre.
4. Énergie bas-carbone : énergie peu émettrice de CO_2.
5. Système d'adduction d'eau : ensemble des techniques pour attirer l'eau d'un certain point à un autre.

3.2. Exemples où l'eau est utilisée comme une arme

Les attaques par rapport à ces structures sont, hélas, très nombreuses et j'évoquerai simplement le drame de juin 2023 en Ukraine sur le barrage de Kakhovka sur le Dniepr, ce grand fleuve qui traverse l'Ukraine et la Russie, qui a explosé. Ce sont les Russes qui l'occupaient à ce moment-là. Évidemment, ils disent que ce n'est pas eux, mais on ne voit pas qui d'autre peut être responsable vu que ce sont eux qui occupent ce barrage. Ce dernier a explosé, déversant des quantités phénoménales d'eau en aval et causant des dégâts considérables et des victimes (***Figure 3***). Dans les faits, l'explosion du barrage de Kakhovka gêne aussi énormément la Crimée qui a été annexée par la Russie, puisque l'eau retenue était très utilisée par la Crimée du Nord.

De même, lors de la guerre avec Daesh, Daesh a occupé des barrages en Syrie (car ils sont stratégiques) et menaçait de les faire exploser. Comme Mossoul se trouvait en aval, c'était aussi une des raisons pour lesquelles les

Figure 3

Les enjeux hydro-militaires du barrage de Kakhovka à la frontière russo-ukrainienne.

Avec l'aimable autorisation de Franck Galland, expert des questions géopolitiques et sécuritaires liées à l'eau.

alliés ont tenté d'éviter l'explosion de ces barrages. Les barrages sont donc à la fois des outils ancestraux pour canaliser l'eau stockée, l'eau étant ensuite utilisée pour de l'irrigation et toutes sortes de choses, mais c'est aussi en cas d'attaque des armes redoutables.

3.3. Droit international durant les conflits

En termes de droit international, car il existe, toutes les conventions internationales prohibent l'attaque des infrastructures qui mettent en péril les populations civiles. Au vu de ce qui se passe dans les conflits actuels, sans tous les citer, cette situation est absolument scandaleuse, préoccupante. Malheureusement, elle ne fait pas l'objet de sanctions, et rien ne semble arrêter les belligérants dans ce domaine.

Selon la convention dite de Genève de 1949, toutes les attaques contre les infrastructures d'adduction d'eau, notamment, sont considérées comme des crimes de guerre et les responsables peuvent être poursuivis devant la Cour pénale internationale pour ces crimes. Au moment où le réchauffement climatique aggrave encore les tensions autour de l'accès à l'eau et de la gestion de l'eau, tout cela devrait être pris en compte. Il y a une réflexion qui est menée pour pousser les États et la communauté internationale à se saisir de tous ces enjeux et trouver des accords, des compromis, des solutions pour éviter les situations les plus dramatiques.

3.4. Mesure de l'impact du changement climatique

Concernant les impacts du changement climatique, j'ai sélectionné quelques éléments qui montrent à quel point la situation est difficile. En ***figure 4***, ce sont des infographies du journal *Le Monde* que vous pouvez retrouver facilement qui sont extraites du World Resources Institute :

La moitié de la population mondiale est confrontée au stress hydrique durant au moins un mois par an et, au fil des années, on s'aperçoit que ces impacts sont en fait plus lourds et plus rapides qu'on ne le pensait (***Figure 4***). Cette carte n'est pas périmée car les zones restent à peu près les mêmes, mais, en réalité, les taches rouge sombre se sont dispersées de plus en plus. Vous voyez à quel point cela est problématique. On constate notamment que l'Europe est loin d'être épargnée et que l'Espagne et la France sont très exposées. La ***figure 5*** reproduit trois cartes issues de l'Agence européenne de l'environnement qui montrent les impacts du réchauffement climatique sur les pays de l'Union européenne :

La première carte est sur le risque d'incendie, la deuxième est sur le risque de sécheresse et la troisième sur le risque d'inondation-submersion. Pour vous montrer l'actualité de ces cartes, vous voyez que Valence, en Espagne, et toute la région sont déjà très concernées. Ce qui est terrible, c'est que, malgré les alertes lancées depuis des années sur cette situation, les aménageurs, les décideurs

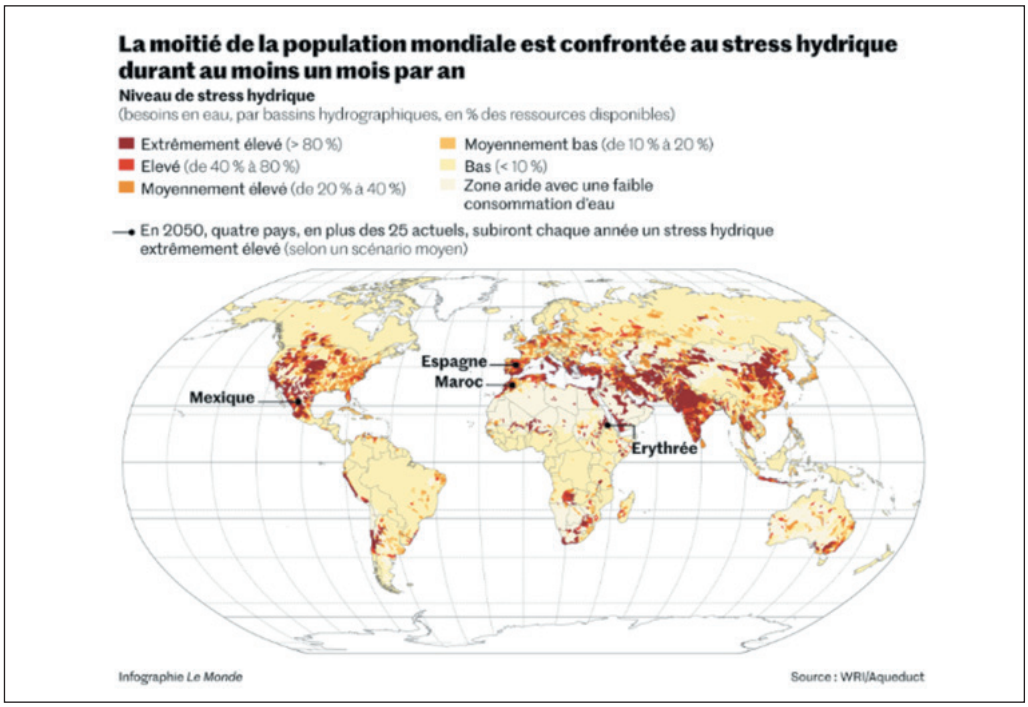

Figure 4

Niveau de stress hydrique dans le monde.

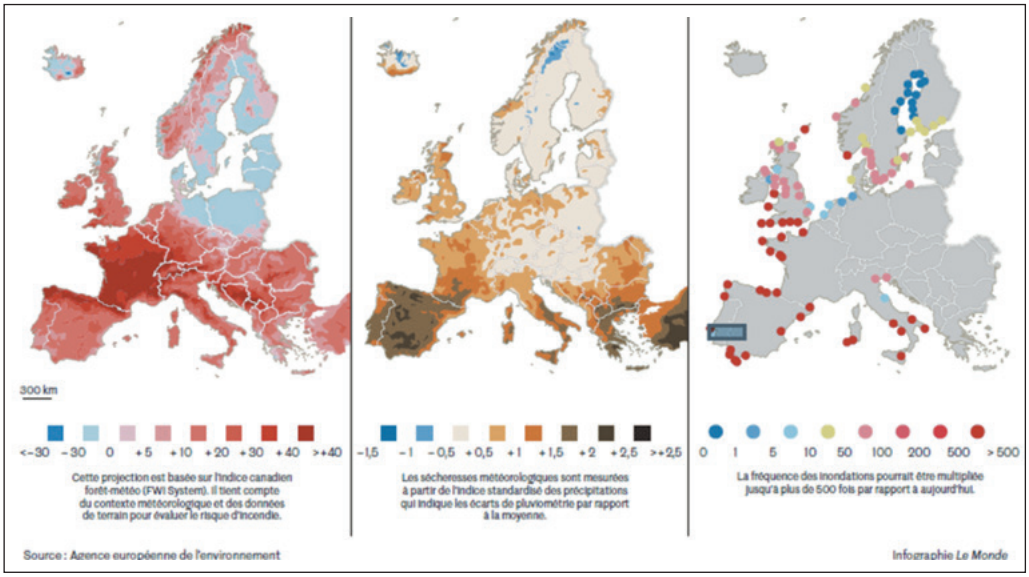

Figure 5

Impact du réchauffement climatique sur les risques d'incendie, de sécheresse et d'inondation en Europe.

et même nous tous n'avons pas encore pris conscience de l'importance de modifier en profondeur nos modes de vie, de développement, de production, de consommation, nos façons d'occuper le territoire.

3.5. Les enjeux sécuritaires liés à la sécurité hydrique dans le cadre du réchauffement climatique

La ***figure 6*** est une carte prévisionnelle récente de toutes les zones dans le monde où l'eau est source de conflits :

En fait, la plupart des grands fleuves traversent plusieurs pays. Donc, pour que chacun de ces pays ait un accès à l'eau, il faut des coopérations transfrontalières, de compromis, et aujourd'hui on en est très loin. Il y a plus de 150 fleuves qui sont transfrontaliers et, à ce jour, seuls 35 accords environ les concernent, c'est-à-dire trop peu, d'où des sources de conflits et de tensions croissantes.

Néanmoins, depuis les années 2000, il y a une prise de conscience beaucoup plus forte dans les milieux de la défense, de la stratégie, de la géopolitique de l'importance de gérer l'eau et de prendre en compte l'importance vitale de l'eau pour l'ensemble des populations civiles, mais aussi pour les nations et la bonne entente entre les États. La ***figure 7*** en fournit quelques exemples :

L'OTAN s'en est saisie dès 2006 quand Hillary Clinton était secrétaire d'État, c'est-à-dire ministre des Affaires étrangères aux États-Unis.

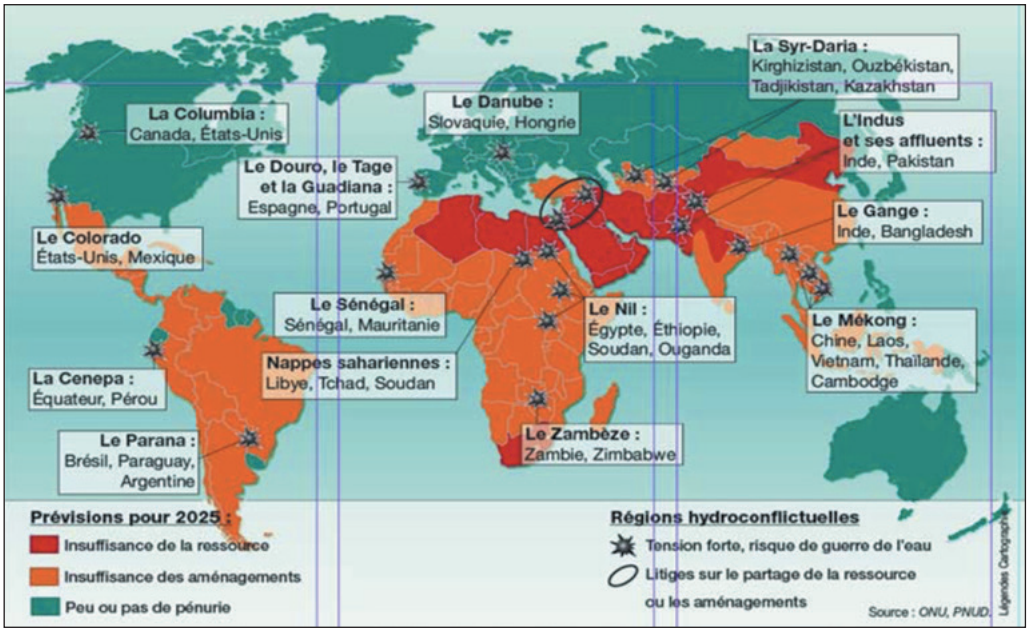

Figure 6

Prévisions des ressources en eau dans le monde en 2025.

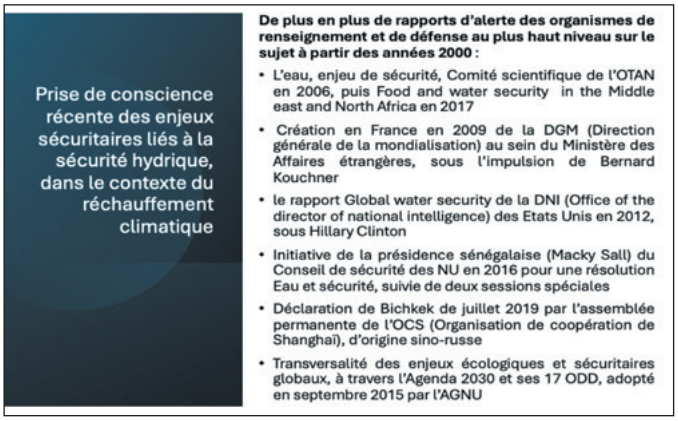

Figure 7

Prise de conscience des enjeux de sécurité hydrique en période de réchauffement climatique.

La direction de l'Intelligence nationale aux États-Unis avait produit un rapport très important sur les enjeux sécuritaires liés à la gestion de l'eau et, plus tard, sur les enjeux alimentaires, puisque les deux sont très liés. En 2016, Macky Sall, qui était président du Sénégal à l'époque, a aussi proposé un débat au Conseil de sécurité sur la question. En France, c'est très récent. C'est en 2009 qu'a été créée au sein du ministère des Affaires étrangères une Direction générale de la mondialisation qui traite de ces enjeux écologiques globaux.

Voici quelques exemples du rôle que jouent l'accès à l'eau et les infrastructures de l'eau dans les conflits complexes du Proche-Orient (***Figure 8***) :

Cette place est énorme. Sans la détailler complètement, vous avez une carte représentant la Turquie, la Syrie et l'Irak. En haut, le demi-cercle vert concerne tout le programme très important de la Turquie pour aménager tout l'amont du Tigre et de l'Euphrate avec des barrages. Vous comprenez bien que s'il y a un grand nombre de barrages en amont sur l'aval, on craint que le pays en amont garde l'eau pour lui, et c'est bien ce qui se passe.

Ces barrages sont donc évidemment des outils pour stocker l'eau et la distribuer, mais aussi des outils de pression, des outils géostratégiques par rapport aux pays voisins. Pour le Tigre et l'Euphrate, ce n'est pas nouveau : si vous lisez les textes de l'Antiquité, ils ont toujours été des enjeux considérables en termes géostratégiques. Tous ces barrages ont des impacts énormes sur la disponibilité de l'eau et sur les tensions accrues dans chacun de ces pays. Beaucoup de rapports montrent que le manque d'eau a conduit indirectement à ces conflits, même s'ils ont aussi des origines religieuses, politiques ou sociales. Néanmoins, l'assèchement contribue très

largement à l'aggravation des tensions.

On voit aussi, en ***figure 8***, sur l'Irak la grande zone humide dans le Sud, qui a malheureusement été beaucoup détruite lors des guerres successives, mais qui fait l'objet d'une renaissance également.

Le cas le plus problématique et inquiétant aujourd'hui est celui du barrage de la Renaissance, en Éthiopie (***Figure 9***), l'Éthiopie ayant la volonté d'accroître cette disponibilité en eau, ce que l'on peut comprendre.

L'Éthiopie est un pays encore très pauvre, très sec, qui construit cet énorme barrage

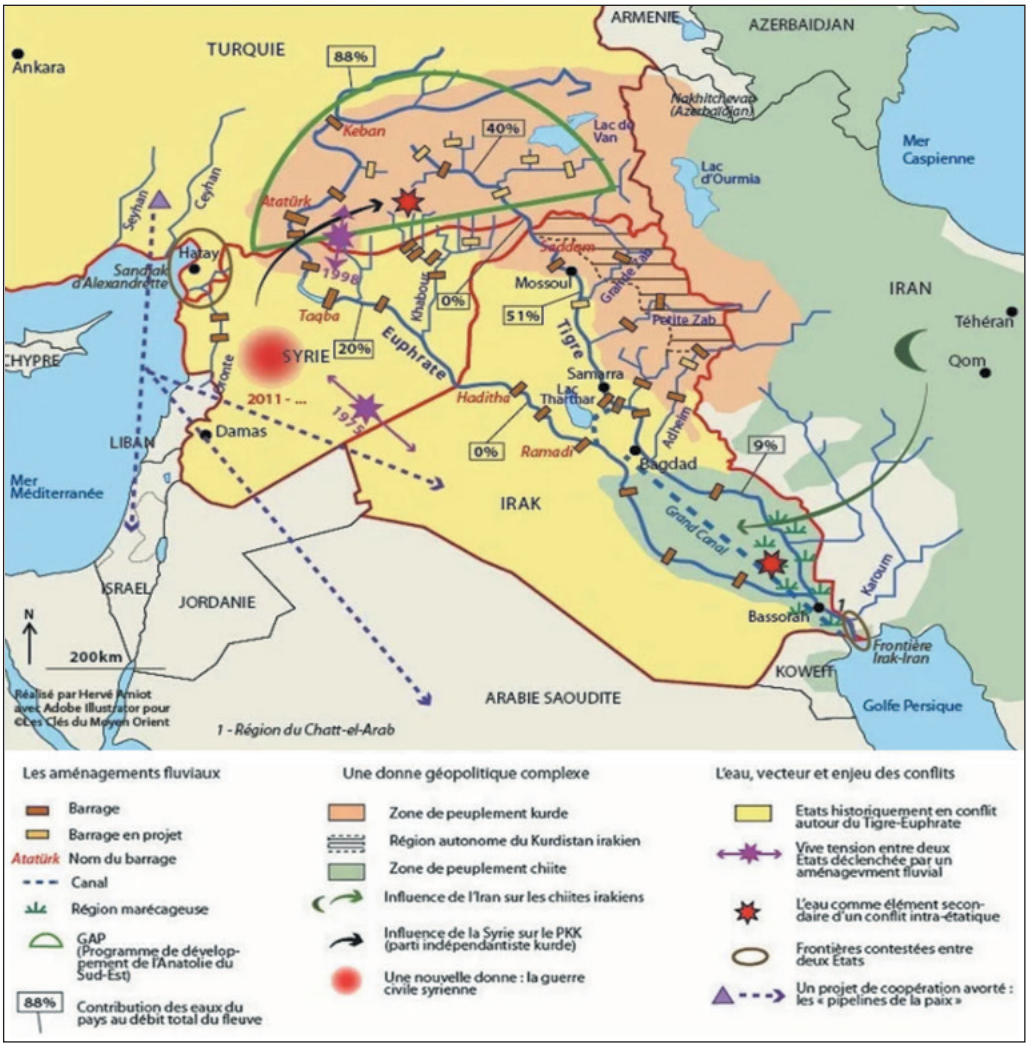

Figure 8

Situation du conflit hydrique entre la Turquie, la Syrie et l'Irak, autour des bassins du Tigre et de l'Euphrate.
Source : « Les clés du Moyen-Orient », carte réalisée par Hervé Amiot.

Figure 9

Situation du conflit hydrique provoqué par le barrage éthiopien.

qui sera un des plus grands du monde pour retenir l'eau du Nil Bleu. Néanmoins, le Nil est aussi l'artère vitale de l'Égypte, et l'Égypte sans le Nil n'est plus l'Égypte, et c'est surtout la faim et la soif assurées pour un pays qui compte bientôt 100 millions d'habitants. Le conflit est donc croissant entre l'Égypte et l'Éthiopie, et beaucoup de pays se démènent pour que ces deux pays trouvent un accord sur la répartition de l'eau, sur sa gestion, mais c'est loin d'être le cas. Vous voyez donc à quel point ces grandes infrastructures qui sont indispensables pour fournir de l'eau aux régions concernées sont aussi des objets de tension très forte et de conflits armés.

Un autre exemple est celui du Mékong, dont les sources remontent jusqu'à la Chine. On parle dans le langage stratégique de pays « hydro-dominants » et « hydro-dominés ». C'est-à-dire que ceux qui sont à l'amont des grands fleuves disposent évidemment d'une carte énorme pour s'assurer l'accès à l'eau. Ceux qui sont en aval doivent subir ce que fait le pays en amont, sauf si, et heureusement cela existe, ils s'entendent pour gérer collectivement l'eau du fleuve en question. Il y a donc beaucoup de tension aussi entre la Chine et les pays voisins à propos du Mékong notamment.

Il y a heureusement beaucoup d'exemples positifs, comme on peut le voir dans le rapport annuel des Nations unies

sur la ressource en eau. Ces documents sont accessibles en ligne très facilement en français et, chaque année, les Nations unies produisent un rapport sur l'eau avec une thématique particulière. Cette année : « L'eau, la prospérité et la paix ».

Un autre exemple positif, dans ce rapport des Nations unies, est l'Organisation de la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS). Notons que le Sénégal vient d'être touché par de très fortes inondations inattendues. L'OMVS est un exemple, qui remonte à la présidence de Léopold Sédar Senghor, d'entente entre quatre pays pour gérer ce fleuve et faire en sorte que tout le monde puisse accéder à l'eau et gérer le fleuve collectivement à l'échelle de cet immense bassin.

Il y a heureusement beaucoup d'exemples de ce type, mais pas assez, d'où la nécessité absolue d'aller beaucoup plus loin dans la coopération transfrontalière.

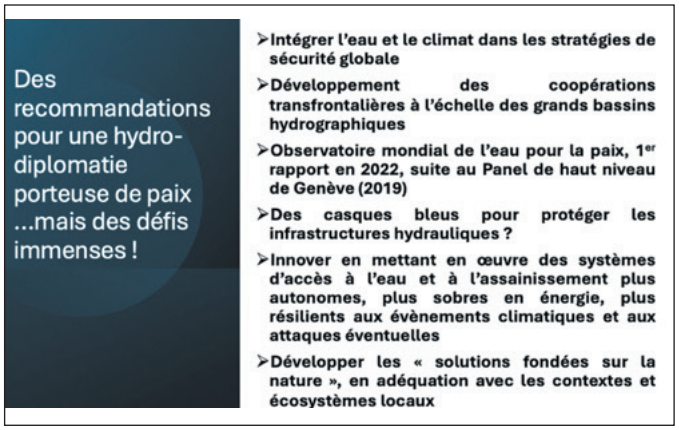

Figure 10

Recommandations de travaux diplomatiques sur l'eau.

4 Recommandations et conclusion

En conclusion, voici quelques recommandations qui sont faites dans ce domaine de l'hydro-diplomatie (***Figure 10***).

Tout d'abord, il faut intégrer l'eau et le climat dans les stratégies de sécurité globale. Cela veut dire que l'orientation des dirigeants politiques est très importante et qu'aller voter est donc très important.

Il y a la nécessité de développer des coopérations transfrontalières beaucoup plus nombreuses et efficaces, à l'instar de l'Observatoire mondial de l'eau pour la paix créé depuis 2022 à Genève qui est aussi un siège des Nations unies très proactif sur les questions de paix et de sécurité.

Il y a aussi la nécessité de mieux protéger les infrastructures de l'eau et les systèmes d'accès à l'eau par rapport à toutes les attaques possibles, y compris des attaques chimiques, bactériologiques ou autres, qui peuvent se produire.

Enfin, mais cela n'exclut pas d'autres solutions, il faut développer des solutions que l'on dit « fondées sur la nature », et qui sont en fait fondées sur le fait de mieux préserver les écosystèmes aquatiques tels que les deltas, les zones humides, les ripisylves, c'est-à-dire les rives des fleuves et toutes les zones qu'il y a autour, et utiliser justement ces écosystèmes que l'on détruit beaucoup, malheureusement. Même si cela s'améliore, il y a eu énormément de destructions de zones humides, de zones de marais, etc., notamment sur le littoral, considérées, à

tort, comme des zones inutiles. On considère qu'on peut drainer et sécher ces zones et construire parce qu'on en a besoin. C'était la mentalité pendant des décennies, cela change heureusement, mais lentement, et, hélas, ce sont souvent les événements climatiques extrêmes et les catastrophes qui poussent à dire que ce n'est plus possible et qu'il faut restaurer, et faire autrement.

Conclusion

Je conclus en citant Gaston Bachelard qui disait, en 1942, dans ces fameux essais sur la matière : « L'eau est le miroir de notre avenir. » Cette phrase est très forte et tout à fait juste. L'eau est notre vie même. Si nous n'y prenons pas garde, si nous ne faisons pas preuve d'un sursaut d'inventivité, d'innovation par rapport à la nouvelle donne que nous avons aujourd'hui, notre avenir risque d'être sérieusement assombri.

Il y a donc quantité d'initiatives extrêmement positives et porteuses, aussi bien à l'échelle territoriale qu'à l'échelle globale ou à l'échelle des grands bassins fluviaux, qui méritent d'être découvertes.

Allez voir sur les sites des agences de l'eau, vous découvrirez quantité de choses passionnantes et aussi beaucoup de métiers d'avenir. Le secteur de l'eau emploie déjà énormément de monde et en emploiera de plus en plus. Je vous invite à vous y intéresser à partir du local, de l'échelle territoriale jusqu'au niveau le plus global que vous devez avoir en tête aussi pour bien comprendre l'urgence d'agir efficacement et de façon cohérente sur les questions de politique de l'eau.